

Manuel DIAS VAZ

ENQUÊTRICE – Est-ce que vous pouvez me raconter votre parcours ?

MANUEL DIAS VAZ – Écoutez, c'est un parcours à la fois... sinueux... long, parce que ça fait soixante ans que je me suis engagé, sous différentes formes, et c'est un parcours diversifié, donc... avec, des ruptures importantes. Donc mon engagement démarre en 57, quand j'accepte enfant de chœur et de faire participer... de faire partie d'un groupe de travail sur le théâtre, dans l'école primaire où j'étais enfant. Et je pense que ces deux engagements, en tant qu'enfant de chœur dans la paroisse, et en tant que... personne impliquée dans le groupe de théâtre du village, d'abord va me donner confiance, ça c'est important, dans la vie, et ensuite, va me permettre de... de rêver et d'exister. Ensuite, en soi... 58, 59, je me trouve, par les circonstances de la vie, dans le monde du travail, parce qu'à l'époque... dans le milieu rural, à la fois français et portugais, on commençait à travailler très vite, quand on était issue du peuple. Donc je me suis trouvé à l'usine, dans une usine de textile, à l'âge de 12 ans, en 58. Donc... l'arrivée dans le monde du travail, dans une ville industrielle, avec un passé ouvrier, va me mettre en contact avec un nouveau monde. Moi qui venait de la campagne, je découvre le monde du travail. Je découvre la ville. Et je découvre, ce que j'appellerais « la culture ouvrière » et l'engagement ouvrier. Donc cette... transition... donc la ville, au Portugal, s'appelle Covilha, qui est un haut lieu du textile, dans ce pays. Donc je vais... côtoyer, je vais... rencontrer, toucher du doigt, ce que j'appellerai « la classe ouvrière » et le combat de classe. En 63, je rentre dans le syndicat clandestin. Et en 63, donc c'est une année importante, je deviens membre de l'association culturelle de mon quartier, et je deviens également membre de la philharmonique, puisque j'ai joué du saxo dans la philharmonique de mon village. Donc l'année 63 va être un moment marquant, puisque c'est là où, effectivement, je rentre dans ce que j'appellerais « l'engagement collectif ». Alors, c'est important... cette... période-là, parce c'est aussi un moment où, au Portugal, une... embryon de démocratisation, s'est fait jour... qui a été

complètement cassé, par le régime fasciste. Donc, 62, 63... je m'engage dans ces associations.

Ce qu'il faut également comprendre, pour... pour ceux qui nous écoutent, c'est que dans les années cinquante, soixante, les gens du peuple étaient très... adulte très vite. Aujourd'hui, on ne peut pas comprendre qu'un gamin de 12, 13, 14 ans, soit engagé. On parle aujourd'hui, des enfants soldats, moi j'étais un enfant militant. Mais à l'époque, je n'étais pas une exception ! Enfin, on n'était pas... des milliers. Mais, si vous voulez, à l'époque, si vous voulez, on devenait vite, ou très vite, adulte et on était très vite à assumer des responsabilités... Je pense qu'à partir de 13, 14, 15 ans, on était perçu, par la communauté, comme des adultes. En 64, par les circonstances de mon engagement dans les syndicats, je suis obligé à fuir le Portugal. Donc je quitte le Portugal pour fuir le fascisme, la guerre coloniale et la répression. J'arrive en France, et mon arrivée en France en 64, y'a cinquante ans, coïncide... avec le début de l'immigration portugaise vers la France, qui commence d'une façon embryonnaire, en 57, mais c'est à partir de 63, 64, 65, pendant les années... jusqu'aux années 68, que la grande masse des immigrés portugais vont arriver en France. Donc je fais partie, si vous voulez, de ces pionniers portugais, qui immigrèrent clandestinement, et qui arrivent en France dans des conditions abominables. Beh j'étais un enfant, j'avais 18 ans, quand on est enfant, on est un... on est un peu innocent, et on est un petit peu hors du temps. Donc on a une grande capacité d'adaptation. Et puis bon, j'arrivais dans un pays libre... et cette liberté, cette... découverte d'un nouveau peuple, était pour moi quelque chose de magique !

L'engagement ne s'est jamais arrêté. Donc... si vous voulez, la question de l'engagement, la question, si vous voulez, de... de l'implication... est le fil rouge de mon histoire. Donc j'arrive à Lyon... je reste un an à Lyon. Ensuite je pars de Lyon vers Colmar et Strasbourg, l'Alsace. Et donc, quand j'arrive en Alsace... je... deviens tout de suite, malgré moi, parce j'étais dans une entreprise où y'avait beaucoup de Portugais qui arrivaient, je deviens, si vous voulez, dans l'entreprise où j'étais, le médiateur, l'interprète, la personne ressource, puisque j'étais là depuis un an et demi, et comme j'étais jeune, on a une faculté d'adaptation, d'apprentissage. Donc je

me suis trouvé immédiatement, en situation de responsabilité. Donc là je m'engage syndicalement. Et en même temps, je vais créer, en 68, la première association portugaise d'Alsace, dont je suis président à l'âge de 21 ans et demi, 22 ans. Ce qui est un paradoxe, parce que la grande majorité des gens qui étaient déjà dans l'association, étaient des gens qui avaient plutôt 40 ans, 50 ans. Et donc, je me trouve propulsé président de cette association. On crée, une année plus tard, la Fédération des associations portugaises d'Alsace, dont je suis élu vice-président. Et donc, ma présence en Alsace... au... auprès des Portugais, va être important, mais ce qui va se passer également à Colmar et en Alsace, c'est deux choses. C'est que... tout en étant dans l'association des Portugais, je vais également être un élément important de la création de l'Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés, l'ASTI, de Colmar, dont je vais être un membre fondateur. Donc... là également, si vous voulez, il y a « être dedans » et « à côté ». Donc je suis dans la communauté portugaise, mais je suis à côté. Je suis à côté dans la mesure où je suis à la CF... au syndicat. Je suis à côté parce que je suis à l'ASTI. Et je suis à côté parce que je suis membre du conseil paroissial de la cathédrale de Colmar. Donc, avoir un pied dedans, dans la communauté, et un pied dehors. C'est toujours cette capacité, si vous voulez, d'être dedans et dehors, d'être dans, ce que j'appellerais, « la transition », la médiation, avec la société française.

Donc je deviens à Colmar, fin des années soixante, et là, il y a qui va marquer une partie de mon histoire, c'est 68. Mai 68 va être un moment assez exceptionnel en France, parce que... parce qu'effectivement, une... une bouffée d'oxygène, à vivre. Et à ce moment-là, je suis... je suis à la JOC, la Jeunesse Ouvrière Catholique. Je suis au syndicat. Je suis à l'ASTI. Et je suis à l'association des Portugais. Donc, de fait, je deviens, enfant, parce que j'avais 21 ans, une personne importante dans une petite ville. Et... 68, et tout ce qui va suivre, entre 68 et 72, vont être extrêmement marquant dans mon parcours, à la fois d'engagement, et professionnel. En 72, dans le poids des responsabilités, et dans la peur de devenir... un... comment dirais-je, de devenir, ce que j'appellerais... comment trouver le mot exact ? De devenir une personnalité, ou de devenir un notable, c'est horrible de dire ça. Donc j'ai pris conscience de ça. J'ai pris conscience que je risquais de devenir, entre guillemets, un notable. J'avais 23 ans. Donc je décide de partir. Et je pars à Nantes, je remets

tout en question et je vais travailler, en tant qu'ouvrier de ba... en tant que... charpentier de marine, au chantier naval de Nantes Saint Nazaire. C'est un grand bastion de l'industrie française, avec une très grande tradition ouvrière, et... donc, je découvre, et en même temps je me nourris, de ce que j'appellerais "cette histoire", dont j'en fais partie, parce que je suis dedans, je suis pas... à côté. Donc je suis élu délégué syndicale, à la CFDT. Et je suis un des membres fondateurs de la Commission Nationale Immigrée de la CFDT.

J'étais déjà à la FASTI. Donc je suis élu membre du conseil national de la FASTI en 71, et donc j'ai une responsabilité à la fois syndicale et en même temps je suis membre d'une des grandes associations françaises de solidarité avec les migrants, qui est répartie sur l'ensemble de l'hexagone. Parce que, l'AS... l'ASTI de Colmar, je l'ai créée avec d'autres en 68. Donc... à partir de Nantes, deux choses vont se produire. D'abord, ma... mon engagement au sein... dans une grande entreprise française, le chantier naval. Deuxièmement, mon engagement national dans une grande organisation qui était la CFDT. Puis y'a quelque chose qui va se passer à cette époque-là, qui va marquer l'histoire de ma vie, c'est la révolution au Portugal. C'est le 25 avril... Et le 25 avril va effectivement mettre le focus, pour ne pas dire mettre la lumière, sur le Portugal. Et d'un coup, et d'un seul coup, les Français découvrent l'immigration portugaise, qui est là depuis maintenant dix ans, mais qui n'est pas du tout visible. Donc je deviens une personne ressource pour l'accompagnement de ce qui se passe au Portugal. Et pendant trois ans, donc 74, 75, 77, donc, une grande partie de la réflexion, en France, et dans tous les pays de l'Europe, va être focalisée sur le printemps portugais. Sur cette espérance. Sur cette... démarche révolutionnaire, qui va être la suite de mai 68. C'est-à-dire que les gens de 68 vont retrouver dans 74, un peu leur ADN, ce que j'appellerais « leur utopie ». Et donc je me trouve, malgré moi, au carrefour de ça.

En 75, je suis aspiré par des responsabilités nationales, je deviens secrétaire général de la FASTI, je monte à Paris. Et donc à partir de là je prends de la direction d'une grande organisation française qui s'occupe d'immigration. La FASTI, la Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés. En prenant

la responsabilité de cette organisation, je découvre, et en même temps je me familiarise avec le monde parisien, avec ce qu'on appelle « la France centralisée », « la France politique », et je deviens, de fait, une personne importante dans le champ de l'immigration, dans la fin des années soixante-dix, début des années quatre-vingt. Ce qui se passe à ce moment-là dans mon parcours c'est que... avec des amis, je vais jouer un rôle important dans la fédération des associations de travailleurs immigrés. Donc on va créer à Paris, c'est en 76, 77, la Maison des travailleurs immigrés, qui est une maison qui était symboliquement à Puteaux et qui va ensuite déménager vers... vers Paris XI^{ème}. C'est la première structure, qui va permettre de réu... de... de... de regrouper, de mettre en synergie, en dialogue, en réflexion, cinq associations de travailleurs migrants. Donc y'avait des Marocains, des Algériens, des Tunisiens, des représentants de plusieurs pays d'Afrique, y'avait une association... y'avait une association yougoslave, y'avait une... grande association espagnole, y'avait une association portugaise que je représentais, et il y avait également une association italienne. Là on est dans les années fin soixante-dix, début des années quatre-vingt. Donc on va constituer, la Maison des travailleurs immigrés, avec l'aide des églises françaises. Et donc, la création de la Maison des travailleurs immigrés à Paris va donner naissance au festival de théâtre populaire de l'immigration.

Donc l'immigration, le combat de l'immigration, prends pied dans le champ culturel. Et donc, je joue un rôle important à la MTI, Maison des Travailleurs Immigrés. Et je deviens, de fait, une personne ressource, non pas dans l'immigration portugaise, mais dans l'immigration tout court. Donc, 81, c'est l'arrivée de la gauche au pouvoir. Un immense espoir. Et en même temps, une... une utopie. Donc des choses vont se faire, il y a un certain nombre de textes de lois qui vont être voté, sur le droit syndical, sur les droits associatifs, sur la réforme du code de la mutualité. Donc c'est les années, effectivement, où les choses bougent. Et la problématique de l'immigration change de cursus. Donc, on est moins répressif. Ça ne veut pas dire que les choses sont simples, mais, on est moins répressif. Donc... Au même moment, c'est la montée en puissance du Front National, qu'il faut pas oublier dans cette histoire. Et en même temps, effectivement, les élections de 83, qui vont donner naissance à la drata... la tragédie de Dreux, du fait, effectivement, que

l'immigration devient, à partir de 83, du fait du Front National, l'élément qui va structurer, qui va conditionner le débat politique français. Sans que les immigrés soient... soient responsables. Ils sont plutôt victimes, que responsables de ça. Donc, il y a la marche de 83, ce qu'on appelle « La marche pour l'égalité ». Y'a carv... Convergence 84, dans ces deux... mouvements, donc la FASTI, dont j'étais à l'époque responsable, le CLAP et d'autres organisations telles que CFDT, m'ont accompagnées, et donc je vais me trouver, en tant que personne ressource, dans la logique de la marche de 83 et Convergence 84.

Et, en 83, 84, émerge quelque chose qui est assez important. C'est ce qu'on appelle la politique de ville. Donc c'est la question des banlieues, c'est la question, effectivement, des violences urbaines, et le Président de la République va confier au maire de... Grenoble, Hubert Dubedout, une mission pour créer, ce qu'on appelle la Commission Nationale pour le Développement Social des Quartiers. Donc je suis nommé à cette commission nationale par le Premier Ministre, et je rentre dans la sphère administrative. En... fin 84, début 85, je rentre au Ministère des affaires sociales, chargé de mission pour m'occuper des associations, et, en octobre 85, je suis nommé directeur régional du FASILD, en Aquitaine.

Dans le cadre des avancées, ce qui s'en perce... possible, par la gauche, il va y avoir un certain nombre de textes, qui vont ouvrir de nouveaux droits pour les étrangers. Par l'octroi du droit d'association, on parlait, effectivement, des droits syndicaux, et y'a également une chose importante, dont on n'a pas beaucoup parlé, c'est la réforme du code de la mutualité, qui permet, effectivement, aux étrangers, d'être membres, d'être élus, dans les mutuelles françaises, de droit commun, et en même temps, aux étrangers, de créer leur propre mutuelle.

Nous avons fait un pari qu'on n'a pas gagné, mais qui était le pari qui fallait sortir de l'immigration d'une logique "assistancielle" et humaniste. Fallait positionner l'immigration dans le champ de l'économie. Et c'est la première initiative nationale où l'immigration rentre dans le débat public, par le champ économique. Donc... et ça a été passionnant, parce que ça m'a permis de découvrir des acteurs importants, les grandes compagnies d'assurances, les grandes mutuelles, qui ont quand même un

rôle important dans notre propre économie. Et donc, poser les problématiques des droits des migrants et de leur existence dans la société française, y compris dans leurs droits dans les mutuelles classiques dont ils étaient adhérents, mais dont ils étaient pas... ils étaient considérés uniquement comme des numéros. Donc la problématique, c'est comment positionner le droit et la parole des migrants dans une grande institution française, qui est l'institution de la mutualité.

Quels étaient les freins ?

Gérer l'épargne des immigrés. Gérer, effectivement, leur solidarité. Dans l'espace mutuel, et dans l'espace solidaire, c'était un pari énorme. Donc on a pas réussi, d'abord, parce qu'une partie de la société française n'était pas prête, parce qu'ils étaient pas prêts à reconnaître des immigrés comme des éléments à part entière de notre système de solidarité. Et ensuite, les gouvernements des pays d'origine n'étaient pas non plus dans... prêts, à laisser perdre leur manne, parce que les économies des immigrés, leur épargne, n'était pas négligeable. Donc on a touché à ça. Et donc, en touchant à ça, effectivement, on a, quelque part, entré en coin dans un enjeu qui nous dépassait.

Ça a été un moment passionnant, ça a duré dix ans de ma vie, et ça m'a permis, effectivement, de faire ces croisements, encore une fois, l'immigration, au pluriel, la logique de la solidarité, le dialogue avec la société française et le monde économique. En 85, je suis nommé à Bordeaux, directeur régional du FAS, qui est devenu le FASILD, et à partir de octobre 85, donc... d'abord je quitte Paris, je quitte... provisoirement un certain nombre de responsabilités nationales, puisqu'à partir du moment où vous êtes nommé en tant qu'haut fonctionnaire en charge d'une région, des questions de l'immigration, vous êtes dans deux obligations. D'abord, le droit de réserve, et ensuite vous changez complètement de posture. Donc je n'étais plus un militant de l'immigration, j'étais un acteur institutionnel de l'immigration.

Donc cette nouvelle fonction, que je vais exercer ici, à partir de fin 85, pendant vingt-deux ans, va être à la fois, d'une très grande richesse, mais également d'une...

je vais me... recentrer. Donc, je vais avoir une fonction différente, et en arrivant à Bordeaux, en tant que directeur régional du FAS, ce qui va devenir le FASILD, donc je vais avoir, effectivement, en face de moi, ici, comme mes autres collègues dans les autres régions, quatre interlocuteurs majeurs. D'abord, les services de l'État, qui ne comprenaient rien à cette question. Les élus, qui étaient tétanisés par la problématique de l'immigration, du fait de la montée du Front National. Les associations, qui voulaient exister... Et, les acteurs culturels, qui commençaient à découvrir le champ de l'immigration. Donc je vais être dans un rôle, à la fois, institutionnel. Je vais être dans un rôle de banquier, parce que je gérais, quand même, les crédits du FASILD et les crédits de la politique de la ville, sous la responsabilité du préfet de région. Et je vais également être une force d'impulsion. Parce qu'à partir du moment où vous avez... une fonction de banquier, vous êtes locomotive. Donc vous pouvez prendre des initiatives. Donc, ça a été un moment... riche, en sachant que c'est aussi un moment, si vous voulez, où... où vous êtes à la croisée des chemins. Entre... le politique, l'institutionnel, l'associatif. Et puis, bon, c'est aussi un moment, si vous voulez, où va se développer, dans cette région, où va... se construire, ce que j'appellerais, la politique de la ville, la politique des quartiers, où je vais être, avec d'autres, bien entendu, une personne ressource, au niveau de la préfecture de région.

Que devient l'engagement ? Que devient... Que deviennent les aspirations personnelles ? Comment... on articule tout ça ?

C'est un moment de très grande souffrance, dans la mesure où vous changez de métier. Vous changez de posture. Vous changez de fonction. Donc, les gens ils ne vous regardent plus pour ce que vous êtes, mais pour ce que vous représentez, comme banquier, comme institutionnel. À partir du moment où vous êtes dans une fonction institutionnelle, d'abord, la fonction institutionnelle exige de vous, une posture, et en même temps, les gens vous regardent différemment. Les gens venaient me voir, pour négocier leurs dossiers. C'était dans une logique de négociation « business », entre guillemets. Donc, ça a été un très grand apprentissage. Ça a été un moment, à la fois passionnant et douloureux.

Passionnant, parce que... c'est quand même passionnant. Dououreux, dans la mesure où, effectivement, tout mon passé, militant et d'engagement... engendrait souvent une difficulté à investir, dirais-je, à... à porter ces costumes, in fine. Bon, après, c'est une question de volonté. Donc, moi j'ai... voulu... même si ça a été douloureux, assumer, et je suis un homme de caractère, à partir de ce moment-là, j'ai dit, « *Y'a pas le choix ! Donc, on y va. On y va, et on assume !* ». On assume, de toute manière, en ayant la perception, que quand vous êtes dans une situation de pouvoir, vous avez toujours une marge de manœuvre.

Vous ne pouvez pas faire n'importe quoi ! Parce que si vous faites n'importe quoi, y'a toujours, soit le préfet, soit un grand élu, soit quelqu'un au cabinet, qui vous appelle à l'ordre, et ça m'est arrivé à plusieurs reprises. Donc vous êtes toujours sur la corde raide. Vous êtes dans une fonction où vous avez une liberté surveillée. Où vous avez une capacité d'initiative, vous prenez des risques. Et puis quand on est dans une sphère institutionnelle, on est dans une organisation de l'État très formatée. Donc je vais également vivre, en arrivant à Bordeaux, à cette époque-là, un élément important, qui va marquer l'histoire de notre... de notre pays, c'est les lois de la décentralisation.

C'est tout l'accompagnement, si vous voulez, de la prise en compte des problématiques sociales, éducatives, culturelles par la région, par les départements, parce que les lois de la décentralisation de 83 vont être un élément fondamental dans la... dans une révolution du positionnement de l'organisation de la société. Donc... et je vais être, ici, à Bordeaux, en tant que directeur régional, au moment où se négocie les transferts de compétences. Au moment où, effectivement, ces questions sont posées sur la table, entre les services de l'État, la région, les départements, les intercommunalités, les communes. Donc je vais être, en tant que fonctionnaire de l'État, un acteur de ça, sur un sujet non légitime. Ce qui faut savoir, c'est que ces questions-là faisaient partie du paquet, mais c'était pas légitime !

Pourquoi ?

Parce qu'effectivement les lois de la décentralisation n'ont pas prévues la problématique de l'immigration. Et donc, si vous voulez, c'était, comme on n'avait

pas prévu les problématiques d'autres populations empêchées, les handicapés, les gens du voyage... Donc dans les lois de la décentralisation, on n'a pas prévu la problématique des minorités. Y compris les immigrés. Donc j'étais obligé à être dans la négociation avec les acteurs de ce que j'appellerais, "les représentants des collectivités territoriales", sur un sujet non légitime. Sur la politique de la ville, chaque fois que j'ai essayé d'introduire la problématique de l'immigration, de la lutte contre les discriminations, dans les volets de la politique de la ville, c'est évident qu'il y avait beaucoup d'élus, pour des raisons X ou Y, quel que soit leur couleur politique, qui n'avaient aucune envie d'aborder ces questions. Donc on était sur des questions importantes, mais des questions non légitimées. Donc ça évolue très lentement, et je pense qu'on vit aujourd'hui, au moment où nous parlons, une mutation, dans la mesure où, aujourd'hui, 80% de ce qu'on appelle "les immigrés", c'est des Français, comme vous et moi, et ces Français, s'ils le souhaitent, peuvent voter. À partir du moment où ils peuvent voter, ils peuvent s'exprimer, ils peuvent être un élément de la modification de l'équilibre politique dans les territoires. Donc c'est ça qui a changé. C'est pas le travail que nous avons fait qui a changé la donne... Nous avons posé des questions, nous avons posé des jalons.

Après, si vous voulez, les changements de comportements, par rapport à des questions de cette nature, c'est des changements sur la durée. Moi je pense, aujourd'hui, qu'il faut au moins vingt à trente ans, pour que les mentalités changent, pour que les gens évoluent ! Non pas dans leur émotion, dans leur pratique... Parce qu'il y a deux choses différentes. C'est l'émotion, et puis, c'est les comportements. Et donc, les... on peut être ému par quelque chose et être touché par quelque chose, mais ça change pas votre représentation. Ça change votre émotion. Ça peut changer votre regard à l'autre d'une façon, soit par pitié, soit par humanisme, mais ça ne change pas votre imaginaire. Donc, ça c'est des processus de très, très longue haleine. Et, ces processus de longue haleine, je l'ai compris dans les années... pratiquement au milieu des années quatre-vingt, en prenant conscience de l'enjeu du travail sur l'histoire et de la mémoire de l'immigration, comme élément constitutif de notre histoire collective.

La question de la mémoire et de l'histoire de l'immigration, je la découvre, au fond de moi, elle résonne en moi, dans les années 83, 84, 85, quand je commence à travailler sur la problématique de la politique de ville. Je me rends compte, avec Hubert Dubedout, qui était à l'époque, le maire de Grenoble, et qui était le Président de... du Conseil national des villes, ou de la politique de la ville, qu'on ne pouvait pas construire une ville, ou un quartier sans ses habitants, et encore moins, contre eux. Et que pour pouvoir, effectivement, renouveler les quartiers, redonner du sens, redonner de l'humanité, de l'humain et de la citoyenneté, il fallait, effectivement, qu'il y est un espace, à la fois pour les habitants, et pour les associations. Donc, je découvre, en 83, 84, 85, l'importance de cette question. Je découvre également à cette époque-là, que la montée du Front National, qui introduit, effectivement, la rupture, dans ce qui est notre tradition historique, qui est une tradition de solidarité, que le fait de couper les étrangers, des Français, c'était, quelque part, effectivement, monter les uns contre les autres, et qu'il fallait travailler sur l'histoire et la mémoire pour que nous puissions avoir, effectivement, des passerelles. Et la solidarité se construit sur la construction d'un imaginaire. Et qu'il fallait également que pour ces millions de Français d'origines étrangères, que leur reconnaissance passe par une logique de reconnaissance d'histoire, et de mémoire. Donc je démarre cette prise de conscience à partir de là.

J'arrive à Bordeaux, comme je l'ai dit tout à l'heure, en 85, et en arrivant à Bordeaux en 85 je suis attrapé par une histoire fabuleuse, il y a eu ici à Bordeaux, en 1940, un monsieur qui s'appelait Aristides de Sousa Mendes, qui était le Consul général du Portugal à Bordeaux, et qui va sauver 30 000 personnes pendant... fin de... fin 39, début 1940. C'est l'action la plus importante, conduite pendant la Seconde Guerre mondiale, de sauvetage des gens menacés. Dont 10 000 juifs, qui vont être sauvés ici. Je tombe sur cette histoire, et donc je décide de me passionner par ça. Et donc, le travail que je vais faire, sur la reconnaissance, avec d'autres, bien entendu, sur la reconnaissance de l'histoire et de la mémoire d'Aristides de Sousa Mendès me fait découvrir la tragédie de la Seconde Guerre mondiale. Le rôle de Bordeaux, puisque Vichy est née à Bordeaux, et en même temps, effectivement, la problématique, du fait que Bordeaux était, en 1940, la capitale de la France, c'est ici qu'on a capitulé.

C'est ici que Pétain a pris le pouvoir. C'est ici que le maire de Bordeaux, Adrien Marquez, a décidé de trahir. Donc le fait de travailler sur cette histoire me permet de découvrir une partie, la face cachée, à la fois de l'histoire de France, et de l'histoire de Bordeaux, parce qu'à cette époque-là, l'histoire de France se conjugue, ou se joue à Bordeaux, en juin 1940. Avant que le gouvernement parte sur Vichy, tout était déjà planté ici, le cadre était posé.

En 1988, je suis attrapé par une autre histoire, parce que je suis confronté, en tant que directeur régional du FASILD, à la revendication d'un certain nombre de représentants de la communauté africaine sur la question de Bor... port de Bordeaux, port négrier et port colonial. Je suis confronté, parce qu'un certain nombre d'universitaires, un certain nombre de militants associatifs, réfléchissent à la question, en fonction d'un travail important qui a été conduit en Angleterre et à Nantes. Donc il y a une volonté d'un collectif de militants africains, de travailler sur cette question. Donc, je suis... professionnellement sollicité et je vais décider, effectivement, de me pencher, professionnellement, sur cette problématique. Et je découvre, effectivement, après avoir travaillé sur Aristides de Sousa Mendès, je découvre l'histoire de Bordeaux avec une autre facette qui est l'histoire du port de Bordeaux, qui a été à l'époque du XVIIe, XVIIIe siècle, un des grands ports de France. Un élément important de notre histoire... coloniale, négrière, etc. Donc, je vais être imbriqué là-dessus, donc je vais accompagner tous les militants, tous ceux qui ont envie de travailler sur cette question. Et je vais être l'interlocuteur, en tant que directeur du FASILD, de ces éléments-là.

Ensuite y'a une autre étape qui va également me conduire à me pencher sur cette question, c'est que... en 2000... une association nationale, dont je suis membre, et qui s'appelle Génériques, se crée à Paris, pour travailler sur la question de l'histoire et de la mémoire de l'immigration. Donc l'équipe de Génériques, dont j'étais très proche, qui était fortement soutenu par le FASILD au niveau national, décide de faire une étude dans les archives départementales, et décide, sur mes conseils, de faire du département de la Gironde, un des dépend... départements pilotes. Donc j'accompagne, je finance et je copilote, avec l'accord du préfet, cette mission-là. Et

donc, de là naît un travail assez important qui a été fait sur les archives publiques, dans différents départements, dont le département de la Gironde. Et, en 2001, 2002, le préfet de région, sur ma demande, décide de valider un groupe de travail régional sur la question de l'histoire et de la mémoire de l'immigration, dont j'anime, au niveau régional. Et en 2003, 2004, c'est la création de la mission sur l'histoire et la mémoire de l'immigration qui donne naissance à la... Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration, dont je vais être membre fondateur, et un élément en la matière. Donc je vais être pris par plusieurs voies convergentes, vers la question de l'histoire et de la mémoire de l'immigration, en sachant que quand moi je parle de l'histoire et de la mémoire de l'immigration, on parle bien de l'histoire et de la mémoire de France.

On ne peut pas concevoir, on ne peut pas penser, on ne peut pas gérer la question de l'histoire et de la mémoire de l'immigration déconnectée de l'histoire de France, de l'histoire de nos territoires, de l'histoire collective. Donc moi je pense, fondamentalement, que travailler sur l'apport de l'immigration, sur les apports de l'immigration, sur l'histoire de l'immigration, c'est compléter, enrichir, nourrir, l'histoire de ce pays. En 2006, au moment où je fais valoir mes droits à la retraite, donc... on me sollicite pour... m'impliquer dans la problématique de l'histoire et de la mémoire de l'immigration. Donc... je... suis membre fondateur du musée national à Paris. Je suis élu, à la demande des uns et des autres, Président du Rahmi, le réseau régional sur l'histoire et la mémoire de l'immigration, et, dans les années qui suivent, je... suis également, c'est quelque chose qui me passionne et qui fait partie de mon histoire... à la fois personnelle et collective, c'est l'enjeu de la problématique des droits de l'Homme. Donc, j'accepte, au moment où je passe à la retraite, d'accepter la responsabilité d'être Vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme, à Bordeaux, dans lequel je joue un rôle, avec l'ensemble du collectif, important. Et également, à cette époque-là, j'accepte deux autres missions importantes, enfin, importantes parce qu'elle me permet d'avoir la respiration, donc je préside également le pôle régional... sur la bande dessinée, avec le festival de la bande dessinée sur la rive droite, et je voudrais signaler quelque chose qui a beaucoup compté, et qui compte dans... mon parcours professionnel, et mon engagement, c'est mon engagement...

au niveau du mouvement HLM. Donc je suis... membre bureau d'Aquitanis, je suis membre du conseil fédéral national de l'union des... des organismes d'HLM.

Et pour couronner le tout, puisqu'à un moment donné faut bien qu'y est un gâteau... une cerise sur le gâteau, j'ai été, et je suis depuis maintenant depuis huit ans membre du Conseil Economique et Social d'Aquitaine, représentant le Réseau aquitain de l'histoire et de la mémoire de l'immigration, et je pense qu'il y a un enjeu majeur, que cette institution, qui est de la deuxième assemblée de la région, que la parole de l'immigration, que la parole des acteurs de l'immigration, résonne ou... elle soit écoutée là où elle doit l'être, là où siègent l'ensemble de ceux qui représentent les forces vives de notre région. Vous voyez, tous ces éléments-là, quand j'y ai réfléchi, sont cohérents. Moi je pense qu'on ne peut pas travailler sur la question de l'histoire et la mémoire de l'immigration, d'abord avec une approche communautaire, même si comprends qu'il y ait une démarche communautaire. Et ensuite, on ne peut pas faire avancer les droits des étrangers, les droits des immigrés et l'évolution de la société française, si on n'est pas au cœur des endroits où le dialogue se construit, si on n'est pas au cœur, là où les décisions se prennent. Le jour où on comprendra, que l'immigration est un élément constitutif de notre identité collective, le jour où prendra conscience que cette immigration représente pour nous, entre 30 et 40% de notre démographie, de notre vie économique, le jour où on comprendra ça, on comprendra, comme l'ont compris les Américains, les Brésiliens et d'autres peuples du monde, nous sommes un peuple métissé et que c'est dans la rencontre de l'autre et dans le métissage qu'il y a l'avenir de l'humanité.